

" Interventions militaires françaises en Afrique: fondements d'une stratégie partagée "

Il se tient à l'heure qu'il est dans les salons du Palais de l'Elysée, et concomitamment à notre conférence, un "Sommet de Paris pour la sécurité au Nigeria", réunissant cinq chefs d'Etat d'Afrique (Bénin, Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad) autour du président français. Les perspectives dudit sommet visent à apporter les premiers éléments de réponse à l'insécurité dans les frontières de ce qui semble un géant aux pieds d'argile, et partant, à susciter et à mutualiser les efforts des différents Etats voisins du Nigeria, afin de résoudre la problématique plus générale de l'insécurité transfrontalière, un thème récurrent en Afrique, et dont l'enlèvement des lycéennes de Chibok n'est qu'une des manifestations les plus sordides.

Je dois dire que les relations entre la France et l'Afrique sont anciennes, denses et par moment, passionnelles. Cet autre sommet de Paris se tient à la suite d'un certain nombre de rencontres du même genre, entre les pays du continent, puis entre certains de ces pays et la France voire l'Europe¹. Dans une de mes récentes publications, j'avais qualifié le précédent sommet Elyséen de "carnaval des impostures"², en m'interrogeant sur son bien-fondé, en cette année des célébrations (fastueuses) du cinquantenaire de l'Union Africaine.

Mes interrogations demeurent d'ailleurs, mais je dois bien admettre que la France a le droit d'initiative, en raison de son engagement militaire dans les champs d'opération en Afrique. Je ne parlerai pas d' "**interventionnisme**", ne voulant aucunement me situer dans quelque perspective polémique; j'aborderai donc les choses du point de vue des "**interventions**" militaires de la France en Afrique. Cet état des faits procède d'une double appréciation de la dynamique d'une relation ancienne, qui s'appréhende à l'échelle des enjeux globaux des relations internationales; elle ouvre aussi des horizons d'une analyse qui nous rappelle à nous, Africains, et tous ceux qui sont passionnés d'Afrique, que personne ne voudra ni ne pourra faire à notre place, ce à quoi nos engagements d'état nous tiennent. Nous devons continuer de

¹ Le sommet Union Européenne-Afrique d'avril dernier à Bruxelles; le sommet extraordinaire de la Ceeac de janvier 2014 à N'djamena; et le sommet Elyséen de décembre 2013 consacré lui aussi aux questions de sécurité en Afrique, en prélude au déclenchement de l'opération "Sangaris" en RCA.

² "Le carnaval des impostures", *Le Jour*, 05 décembre 2013, No 1577, P. 7.

Le sommet des 5-6 décembre 2013 faisait suite à la dernière conférence de Libreville de janvier 2013 sur l'instabilité politico-sécuritaire en cours en RCA; le sommet du cinquantenaire de l'UA à Addis-Abeba en mai; le sommet conjoint Ceeac-Cedeao sur l'insécurité transfrontalière et la piraterie maritime de Yaoundé au Cameroun en juin; et le sommet des chefs d'Etat de la Cedeao tenu en juillet à Abuja et au cours duquel le Nigeria annonçait l'allègement de son contingent de la Minusma au Mali pour les raisons que l'on peut aisément deviner. Dans le même sens d'ailleurs, l'incongruité du départ des troupes tchadiennes de RCA confère à la décision d'Idriss Deby tout le nanisme stratégique de ses postures: ce n'est pas au moment où la sous-région a le plus besoin d'engagement et de responsabilité qu'une décision que je compare à une forme de désertion peut être prise et annoncée

Germain-Hervé MBIA YEBEGA, Politologue
C/o 27 Avenue de Joinville
94130 Nogent/Marne, France
Tél.: +336 28 41 81 37 & +237 77 14 83 24
Email: mbia_yebega@hotmail.com

consentir le prix de la paix, celui d'une paix durable, condition du développement de l'Afrique. Je n'ai donc la prétention de plaider ni à charge ni à décharge, mais j'évoquerai avec vous quelques éléments d'une réflexion dont nous ne sommes que de modestes continuateurs. Elle sera centrée autour de trois points:

- le contexte qui surdétermine l'historicité des relations franco-africaines
- le besoin de l'Afrique par la France correspondant au besoin de la France par l'Afrique
- l'urgence d'une "stratégie partagée" entre la France et l'Afrique

-1/- Le poids d'une histoire commune

Il faut se fier ici à titre d'utile et nécessaire rappel, à la Déclaration de Dakar de 1996³, texte fondateur d'une relecture globale des tenants et aboutissants de la situation du continent, qui s'appréhende ordinairement à l'aune de diverses falsifications.

Cette Déclaration affirme en préalable « *qu'à l'instar d'autres peuples, les Africains ont créé des civilisations florissantes, telles l'Egypte Pharaonique, Méroé, Monomotapa, Tombouctou et bien d'autres encore* ». Cependant, se pose la question de l'estompement du génie créateur des peuples d'Afrique. La Déclaration évoque deux raisons fondamentales, qui expliquent à son sens, ce ralentissement dans l'activité de production et d'investissement du monde.

- Il y a en premier lieu trois siècles d'esclavage qui ont vidé le continent, des bras qui auraient pu lui permettre d'assurer sa propre prise en charge, lequel phénomène a été suivi de la colonisation européenne. Celle-ci a parachevé le processus de « *surexploitation, de désarticulation et de balkanisation, soumettant le continent aux intérêts étrangers* ».

- Le second point se rapporte à l'échec de l'entreprise de construction nationale qu'a constitué l'accès à l'indépendance des anciennes colonies, en raison d'une part de l'impréparation des dirigeants nouvellement admis à leur tête, à assumer des responsabilités énormes leur étant dévolues, sous la forte pression des anciens colonisateurs, puis de leurs divers démembrements d'autre part⁴.

En constatant cet état de béance ayant servi d'alibi aux théoriciens de tous genres, qui spéculent sur la prétendue incapacité congénitale des peuples Africains à acquérir des connaissances scientifiques et techniques, la Déclaration s'évertue à démystifier l'échelle des préjugés énormes, en reconnaissant les urgences et nécessités pour les africains, à continuer de s'engager résolument dans la pensée et l'action, en vue de réduire la fracture de la marginalisation du continent.

³Cf. « *Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXIème siècle ? Réponse des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique et de sa Diaspora* », Actes de la Conférence internationale des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique, Dakar (Sénégal), 21-26 mai 1996, Paris, OIF, 1996.

⁴La compréhension de tout le processus de mise à l'écart et d'assassinat en janvier 1961 de Patrice Lumumba, ancien Premier ministre du Congo (actuelle République Démocratique du Congo), est à cet égard révélatrice de la violence du rapport des forces en présence sur la scène africaine à ce moment-là.

Germain-Hervé MBIA YEBEGA, Politologue
C/o 27 Avenue de Joinville
94130 Nogent/Marne, France
Tél.: +336 28 41 81 37 & +237 77 14 83 24
Email: mbia_yebega@hotmail.com

C'est dans les méandres de cette configuration que prennent place les rapports entre la France et l'Afrique. Une certaine division du travail des relations internationales consacrera la France, indépendamment de son affaiblissement au terme de la seconde guerre mondiale, dans le rôle qui continue d'être le sien en Afrique aujourd'hui.

Il y a eu comme vous le savez, plusieurs "partages du monde", bien au-delà de la Conférence de Berlin (1884-1885). Les alliés vont se réunir au cours de la dernière grande guerre, à Téhéran (1943), Moscou (1944), Yalta et San Francisco (1945), pour tracer les contours du monde d'après guerre, dans lequel la France se verra gratifier d'un siège permanent au Conseil de sécurité de la nouvelle Organisation des Nations Unies. Ceci, en raison en partie, de l'importance de son empire colonial d'alors et des disponibilités géostratégiques et économiques dont dispose celui-ci. La posture diplomatique internationale de la France se fondera d'ailleurs largement, sur la réserve des voix des pays-membres du "champ" au Conseil de sécurité des Nations Unies.

[D'autres aires géographiques sont, autant que l'Afrique, sujettes à ce système général des "partages du monde", les effets immédiats en étant assez semblables, que l'on soit à Santiago, à Panama, à La Havane ou en Crimée. L'Afrique ne détient pas à cet égard, le monopole des interventions militaires extérieures. A titre d'exemple, les Etats-Unis ont régulièrement fait voter par le Congrès, au cours de la guerre froide, des lignes de crédits qui suscitaient et entretenaient le plus officiellement du monde des rebellions armées dans des puissances tierces.]

La situation que nous vivons aujourd'hui prend place dans ce continuum de faits dans le temps. Elle n'est pas entièrement justificatrice des manquements nombreux dans les politiques de gouvernement en Afrique, et l'incapacité -momentanée- des Etats à assurer certaines de leurs responsabilités régaliennes, au premier rang desquelles la sécurité des personnes et des biens. Mais elle est une des clés interprétatives des dynamiques du moment.

-2/- La France a besoin de l'Afrique autant que l'Afrique a besoin de la France

Les interventions militaires françaises en Afrique sont à apprécier dans leur contexte de survivance. Elles sont comme tout autre fait social, le produit de leur temps. On peut ainsi passer de la vive réprobation à une opportune compréhension, selon que l'on apprécie les cas de figure de ces interventions en Libye, au Mali, ou en RCA. Les configurations sont nombreuses et fort variables. Je ne m'en tiendrai qu'à ces quelques évocations, qui participent des dynamiques d'une relation comme je l'ai dit précédemment, riche, dense et forte.

Germain-Hervé MBIA YEBEGA, Politologue
C/o 27 Avenue de Joinville
94130 Nogent/Marne, France
Tél.: +336 28 41 81 37 & +237 77 14 83 24
Email: mbia_yebega@hotmail.com

La France a besoin de l'Afrique

En 2013, il a été rendu public trois rapports "officiels" français sur le réinvestissement de l'Afrique par la France:

- les rapports parlementaires Lorgeoux-Bockel ("L'Afrique est notre avenir") et Mamère-Zumkeller ("Les émergents de l'Afrique anglophone")
- le rapport Védrine-Zinsou ("Afrique France: un partenariat pour l'avenir")

Lors du Forum économique de Bercy ayant précédé la tenue du sommet de l'Elysée de décembre 2013, la France annonce clairement le projet du doublement de ses exportations vers l'Afrique dans la décennie à venir. Ce qui pourrait à terme, selon les prévisions de Bercy, susciter la création de plus de 200 000 emplois directs et indirects en Hexagone. C'est suffisamment clair, et révélateur des projections africaines de Paris. L'Afrique est un marché économique en puissance, et sa densité géostratégique est tout aussi incontestable. La France en a pleine conscience au point de signifier ainsi et de manière suffisamment explicite, son "besoin d'Afrique".

Dans le même ordre d'idée, si vous vous fiez aux prévisions du "Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale" de 2013, la France affiche tout aussi sans complexe, ses prétentions africaines. L'examen en cours au parlement de la loi de programmation militaire 2014-2019 prend bien aussi en compte la nouvelle configuration du redéploiement des forces françaises dans le continent, dont le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian a dévoilé il y a peu de temps à Abidjan, quelques aspects.

Mais la France n'est pas seule en Afrique. Elle bénéficie opportunément de la présence d'un autre acteur stratégique multidimensionnel qu'est l'Union Européenne. Je n'en fixe que les perspectives d'ensemble, du point de vue des préoccupations de sécurité et défense: ses engagements s'articulent actuellement autour d'un certain nombre opérations militaires (quatre) et de missions civiles (cinq)⁵.

La "déception" des résultats du dernier sommet de Bruxelles s'appréhende du point de vue des autorités politiques et militaires françaises, mais doit être comprise dans ce cadre là. L'UE est bien présente en Afrique, et les interrogations des dirigeants européens demeurent opportunes, du point de vue d'une récurrence d'interventions militaires qui ne semblent produire à terme d'effet escompté. Et puis, il faut noter que le sommet de Bruxelles s'est tenu à quelques semaines des élections parlementaires européennes (le 25 mai), et du renouvellement de la Commission à Bruxelles, dont le terme du mandat est prévu le 31 octobre. La France a obtenu approximativement l'équivalent d'un bataillon (un peu moins d'un millier d'Hommes) pour le renforcement de sa présence en RCA et avant la mise en route de la Minusca. La constitution effective de ce contingent (placé sous commandement français) n'est pas achevée à l'heure qu'il est.

⁵ Cf. http://eeas.europa.eu/csdp/missions-and-operations/index_en.htm

Germain-Hervé MBIA YEBEGA, Politologue
C/o 27 Avenue de Joinville
94130 Nogent/Marne, France
Tél.: +336 28 41 81 37 & +237 77 14 83 24
Email: mbia_yebega@hotmail.com

L'Afrique a besoin de la France

En m'en tenant à l'actualité des crises malienne et centrafricaine, je voudrais évoquer ici une certaine mystique des dynamiques africaines de paix et de sécurité. Il est d'un commun usage de dénoncer les forces incapacitantes que sont les armées du continent et d'une manière générale, l'impossibilité momentanée des Etats Africains à produire une vision prospective et stratégique solide en matière de paix et de sécurité.

Une des conclusions du sommet de Bruxelles aura été la définition d'une feuille de route triennale, 2014-2017. Elle prévoit un ordre de cinq "priorités communes", au premier rang desquelles se trouvent la Paix et la sécurité. L'accent y est mis en particulier sur "l'opérationnalisation" de la fameuse Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (AAPS), la reconnaissance de la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC) comme "dispositif transitoire et complémentaire" à la Force Africaine en Attente. Il est fait cas également du renforcement de la "coordination entre l'UE et l'Afrique, ainsi qu'avec les organisations régionales, en particulier les Communautés Economiques Régionales (CER), dans la planification et la conduite des activités de prévention des conflits et de soutien à la paix en coopération, le cas échéant, avec les Nations Unies (UN)."⁶

Une lecture critique, dans le chaud des événements en cours fait relever quelque étrange curiosité: le retrait précipité du contingent tchadien de la Misca en début avril. Un fait pour le moins gravissime, en étroite relation avec:

- les implications du Tchad dans les différentes crises centrafricaines depuis deux décennies;
- "l'incontrôlabilité" même des troupes tchadiennes qui font preuve d'un certain manque de professionnalisme;
- l'important facteur risque interne que constitue cette armée pour Idriss Deby;
- l'impossibilité dans laquelle s'est retrouvée la Ceeac, enfin, de faire pièce à cette décision du Président tchadien.

J'ai abordé plus haut la question du retrait partiel des troupes nigérianes du Mali, alors qu'il y a urgence d'un accroissement en volume des contingents de la Minusma. Il importe pareillement de signaler les réserves de l'Angola, puissance sous-régionale de la Ceeac disposant de capacités suffisantes de projection militaire extérieure, quant à la situation centrafricaine. Chaque pays semble ainsi disposer de sa propre feuille de route, ce qui affaiblit d'autant toute prise d'initiative au niveau des Communautés Economiques sous-régionales (CER).

C'est précisément du rôle et des ressources de ces Communautés Economiques Régionales en matière de prévention et de gestion des crises armées, dont il faudrait faire cas en priorité, en

⁶ "Conclusions des co-invités, suite à la réunion spéciale sur la république Centrafricaine", Bruxelles, le 2 avril 2014, Cf. <http://www.consilium.europa.eu/press>

Germain-Hervé MBIA YEBEGA, Politologue
C/o 27 Avenue de Joinville
94130 Nogent/Marne, France
Tél.: +336 28 41 81 37 & +237 77 14 83 24
Email: mbia_yebega@hotmail.com

en apportant clarification des missions et en leur fournissant ressources et appuis déterminants. Elles sont la pierre d'angle de ce qui s'ébauche actuellement en Afrique en matière d'architecture de paix et de sécurité. Un processus lent mais irrémédiable, qui constitue une des clés de compréhension des faiblesses de l'Afrique en matière de défense et sécurité. Aucun des vingt cinq pays de le Cedeao et de la Ceeac n'est en même d'assurer lui-même la sécurité de l'ensemble de ses frontières: cela est suffisamment justificatif de la nécessité de penser la paix en priorité au niveau sous-régional. Ce qui n'est pas encore, suffisamment pour l'heure du moins, le cas.

-3/- L'urgence de la stratégie partagée entre la France et les pays africains

Les crises au Mali et en RCA montrent bien les limites des capacités d'intervention militaires françaises en Afrique. La France ne peut pas tout faire, quand bien même elle le souhaiterait: l'horizon de ses limites s'étend des nécessités de politique interne aux contraintes d'ordre diplomatique, stratégique et de gestion globale des ressources (humaines + économiques + matérielle et logistique). Il faut donc investir d'autres niveaux de coopération, afin de permettre aux africains de parvenir à ce que nous appelons tous de nos vœux: la libre circulation des personnes et des biens, dans des Etats et Communautés d'Etats viables. Il s'agirait là d'un bouleversement total des présupposés et itinéraires de la "gouvernementalité" en Afrique.

La coopération entre la France et l'Afrique en matière de défense et de sécurité est ancillaire. Elle est soumise elle aussi aux nécessités d'une révision et d'une actualisation qui s'imposent, comme c'est le cas d'ailleurs depuis la fin de la guerre froide. Je vais m'appuyer, du strict point de vue du sujet en discussion, sur les politiques de formation en Afrique même, des personnels des forces de défense et de sécurité.

Il est un réseau en gestation, d'Ecoles de formation, dites Ecoles Nationales à Vocation Régionale (ENVR), qui pourrait constituer à terme, le socle d'un parcours de réflexion et de réappropriation par les Africains, d'une dynamique de mutualisation des idées et des forces. Mue par la France qui y apporte un certain soutien, de concert avec d'autres partenaires étrangers, cette projection est émergente, et devrait participer à la définition d'une politique rationnelle de sécurité et de défense au niveau notamment des Communautés Economiques Régionales. Certaines de ces ENVR deviennent progressivement des lieux de production d'une pensée stratégique dont les retours d'expérience des opérations au Mali et en RCA devraient être d'indéniables stimulants.

Mais d'autres liens plus anciens viennent se tisser à la dynamique particulière de ce volet de la coopération entre la France et certains pays africains. L'important archivage qui existe en France sur l'Afrique, le bénéficie de la formation transgénérationnelle en France d'un nombre assez important d'Africains de tous domaines. Cette banque des compétences et des savoirs

Germain-Hervé MBIA YEBEGA, Politologue
C/o 27 Avenue de Joinville
94130 Nogent/Marne, France
Tél.: +336 28 41 81 37 & +237 77 14 83 24
Email: mbia_yebega@hotmail.com

produit nécessairement une toile de relations qui porte des promesses à capitaliser de part et d'autre.

Il nous faut être, Africains, des partenaires pleinement engagés de cette coopération stratégique avec la France, et d'autres puissances d'ailleurs. Cette coopération stratégique partagée a ses exigences de rigueur, de méthode, de clairvoyance, d'extrême discipline et de projection. Elle a ses contraintes qui sont celles d'une organisation forte, structurée et ambitieuse. Sans nous enfermer dans quelque exclusivisme, les Africains et les français constituent une communauté d'épreuves et de destins, ce qui scelle nos projections respectives par-delà les frontières. Il m'apparaît pourtant, que si nous ne parvenons à résoudre ce qui tient lieu de "contentieux historique" avec la France, il nous sera difficile d'établir avec quelque autre partenaire stratégique des relations équilibrées. Cela pose la délicate mais inévitable question des responsabilités même de l'Afrique dans sa prise en mains des problématiques qui sont les siennes.

C'est tout naturellement, et à la suite de l'évocation susdite que je vais mettre un terme à mon propos, en rappelant une remarque douée de lucidité bien que volontairement provocatrice d'Ali Mazrui. Dans une interview faisant suite au génocide de 1994 au Rwanda, l'essayiste posait le principe d'une "auto colonisation" de l'Afrique, suggérant une mise sous tutelle de certains pays du continent par d'autres mieux à même d'en assurer une tutelle moins embarrassante que l'antique fardeau de "l'Homme blanc" tant de fois décrié. Il concluait son propos en affirmant qu'au risque d'une perpétuation de l'emprise de l'Occident, il valait mieux cette "auto conquête" dont les exigences de maîtrise de soi et de discipline participaient très rarement des capacités africaines, bien même avant la colonisation.

Voilà qui est un certain écho au titre même de la conférence: "l'interventionnisme" et "la mission civilisatrice" ne pourraient avoir de sens que par rapport à une "auto-déresponsabilisation" voire, une "démission totale" des Africains face exigences cardinales qui sont les leurs. C'est à mon sens loin d'être le cas, bien qu'il subsiste des raisons d'être grandement préoccupé par ce qui se passe dans le continent.

Je vous remercie,

(é) Germain-Hervé MBIA YEBEGA